

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un an		
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO		15.000f	31.000f.	-	-
	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.		-	-	20.000f.	40.000f
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays				23.000f	46.000f
	Prix du numéro Année courante		600 f	Année ant.	700f.	
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro					
	Journal légalisé 900 f		-		Par la poste	-

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

AVENANT N° 3

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN

2015

30 octobre Avenant n° 3 au Contrat Complémentaire à la Convention de concession pour la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'autoroute à péage entre Patte d'oie et Diamniadio portant sur la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'Autoroute à péage entre Diamniadio et AIBD 1929

PARTIE OFFICIELLE

AVENANT N° 3

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

Avenant n° 3 en date du 30 octobre 2015 au Contrat Complémentaire à la Convention de concession pour la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'Autoroute à péage entre Patte d'Oie et Diamniadio, portant sur la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'Autoroute à péage entre Diamniadio et AIBD

Le présent Avenant au Contrat complémentaire à la Convention de concession pour la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'Autoroute à péage entre Patte d'Oie et Diamniadio, portant sur la conception sur la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'Autoroute à péage entre Diamniadio et AIBD est conclu le 30 octobre 2015

Entre :

L'Etat du Sénégal, représenté conjointement par :
Son Excellence Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, et

Son Excellence Madame Khoudia MBAYE, Ministre de la Promotion des investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat,

Ci-après dénommé l' « *Autorité Concédante* »

D'une part

ET :

**La Société Eiffage de la Nouvelle Autoroute Con-
cédée (SENAC)** société anonyme au capital de
18.732.549.000 Francs CFA, ayant son siège social sis
Avenue Félix Eboué x Route des Brasseries - BP 737
- Dakar, immatriculée au RCCM de Dakar sous le
numéro SN DKR 2009 B 11137, représentée par
Monsieur Gérard SENAC, en qualité d'Administrateur
général, dûment habilité à signer les présentes,

Ci-après dénommée le « **Titulaire** »

D'autre part

L'Autorité Concédante et le Titulaire sont ci-après
dénommés individuellement une « **Partie** » et collec-
tivement les « **Parties** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Dans le cadre de la nouvelle politique de dévelop-
pement des infrastructures économiques du Sénégal, et
après l'avis de conformité avec les objectifs économi-
ques et sociaux donné par le Conseil des Infrastructures
en date du 28 décembre 2006, l'Etat du Sénégal a, par
le décret n° 2007-170 en date du 13 février 2007,
autorisé le lancement de la procédure de passation d'un
contrat CET (construction - exploitation - transfert)
pour la réalisation du projet d'autoroute à péage Dakar
- Diamniadio.

L'Etat du Sénégal a alors lancé une consultation en
vue de sélectionner un partenaire privé conformément
aux dispositions de l'article premier de la loi sénéga-
laise n° 2004-13 du 1^{er} mars 2004 relative aux contrats
CET (construction - exploitation - transfert) pour :

- concevoir, financer, construire, exploiter et
entretenir le Tronçon Pikine Diamniadio (tel que ce
terme est défini au sein du Contrat Initial) ;

- concevoir et financer les équipements nécessaires
à l'exploitation et à l'entretien par le Titulaire du
Tronçon Patte d'Oie - Pikine (tel que ce terme est défini
au sein du Contrat Initial) transféré au partenaire privé
dès l'achèvement des travaux de ce tronçon ; et

- exploiter et entretenir le Tronçon Patte d'Oie -
Pikine.

Au terme de cette consultation, l'Etat du Sénégal a
signé le 2 juillet 2009 une convention de concession
pour la conception, le financement, la construction,
l'exploitation et l'entretien de l'autoroute à péage entre
Patte d'Oie et Diamniadio avec le groupement composé
des sociétés Eiffage SA et Eiffage Sénégal SA.

Conformément à l'article 7 de la loi CET, le Contrat
Initial a fait l'objet, le 02 juillet 2009, d'une cession
à la Société Eiffage de la Nouvelle Autoroute Con-
cédée (SENAC SA), société ad hoc spécialement constituée
en vue d'exécuter le Contrat Initial.

Au terme de cette cession, le titulaire du Contrat
Initial est la Société Eiffage de la Nouvelle Autoroute
Concédée.

Le 21 décembre 2009, un premier avenant à la
convention de concession susmentionnée a été signé
(l' « **Avenant n° 1 CI** »).

Le 12 janvier 2010, un deuxième avenant à la
convention de concession susmentionnée a été signé
(l' « **Avenant n° 2 CI** »).

Le 1^{er} octobre 2010, un troisième avenant à la
convention de concession susmentionnée a été signé
(l' « **Avenant n° 3 CI** »).

Un procès-verbal de médiation a été signé le 27
novembre 2012 entre les parties à la convention de
concession susmentionnée (le « **Procès-verbal** »).

Le 24 avril 2015, un quatrième avenant à la con-
vention de concession susmentionnée a été signé
(l' « **Avenant n° 4 CI** »).

Il est précisé que la convention de concession
susmentionnée telle que modifiée par l'Avenant n° 1
CI, l'Avenant n° 2 CI, l'Avenant n° 3 CI, le Procès-
verbal et l'Avenant n° 4 CI sera ci-après dénommée le
« **Contrat Initial** ».

Par décret en date du 12 novembre 2013 et sur le
fondement de l'article 20 alinéa 2 de la loi CET, le
Président de la République a, suite aux avis favorables
du Conseil des Infrastructures et du Ministre de
l'Economie et des Finances, autorisé la passation d'un
contrat complémentaire pour l'extension de l'autoroute
à péage Dakar - Diamniadio, objet du contrat de
conception, de financement, de construction, d'explo-
itation et d'entretien conclu le 02 juillet 2009 entre l'Etat
du Sénégal et les sociétés Eiffage SA et Eiffage Sénégal
SA et transféré à la société SENAC SA afin de
prolonger l'infrastructure jusqu'à l'aéroport international
Blaise Diagne (« **AIBD** »).

Un contrat complémentaire au Contrat Initial portant
sur la conception, le financement, la construction,
l'exploitation et l'entretien de l'autoroute à péage entre
Diamniadio et AIBD a donc été conclu le 19 février
2014 entre l'Autorité Concédante et le titulaire du
Contrat Initial.

Conformément aux stipulations de son article 42, le Contrat Complémentaire a ensuite été temporairement transféré à la société SENAC EXTENSION, société détenue par le groupe Eiffage, afin de permettre la mise en place du financement.

Le 21 mai 2014, le Contrat Complémentaire a été transféré temporairement à la société SENAC EXTENSION.

Au terme du retransfert effectif depuis le 28 juillet 2015, le Titulaire du Contrat Complémentaire est à nouveau la société SENAC SA.

Le 25 juin 2014, un premier avenant au contrat complémentaire au Contrat Initial (ci-après, l'« *Avenant n° 1* ») a été signé entre les Parties relativement à la desserte du Centre International de Conférence de Diamniadio.

Le 24 avril 2015, un deuxième avenant au contrat complémentaire au Contrat Initial (ci-après, l'« *Avenant n° 2* ») a été signé entre les Parties relativement à la mise en œuvre du financement de la Concession conformément à l'article 23.1 du Contrat Complémentaire, étant précisé que le contrat complémentaire au Contrat Initial tel que modifié par l'Avenant n° 1 et l'Avenant n° 2 sera ci-après dénommé le « Contrat Complémentaire ».

L'Autorité Concédante souhaite que le Titulaire réalise des passerelles de traversée de l'Ouvrage Complémentaire pour piétons supplémentaires, ainsi qu'un échangeur et un barreau d'accès au giratoire Nord de l'AIBD à partir de l'Ouvrage Complémentaire. Par ailleurs, et en complément des dispositions prises au sein de l'Avenant n° 1, les prestations énoncées au titre de ce dernier sont complétées par des aménagements supplémentaires et une compensation liés à l'organisation du XV^e Sommet de la Francophonie.

Pour des raisons liées à la sécurité et la fluidité de la circulation des Chefs d'Etat attendus au XV^e Sommet de la Francophonie ainsi que des différents hôtes de marque ayant confirmé leur participation à cette importante manifestation, l'Autorité Concédante a défini un plan de circulation pour faciliter l'accès au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio. Ce plan, portant sur des tronçons de l'autoroute à péage Dakar - Diamniadio exploités par le titulaire au titre du Contrat Initial, lui a été notifié pour sa mise en œuvre.

Les Parties sont alors convenues de la nécessité de modifier et compléter certaines stipulations du Contrat Complémentaire, sans préjudice de la prise en compte ultérieure des remarques des Prêteurs, étant entendu que les coûts des prestations et la compensation financière liée au plan de circulation sur lesquels les Parties se sont accordés seront le cas échéant modifiés après négociation de bonne foi entre les Parties.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1. - *Interprétation*

Le Contrat Complémentaire est modifié et complété conformément aux stipulations du présent avenant (ci-après, l'« *Avenant n° 3* »).

Sauf stipulations contraires de l'Avenant n° 3, les mots, termes et expressions définis au sein du Contrat Complémentaire et utilisés dans l'Avenant n° 3 ont la même signification que celle qui leur est donnée dans le Contrat Complémentaire.

En cas de contradiction entre une stipulation de l'Avenant n° 3 et une stipulation d'une annexe à l'Avenant n° 3, les stipulations de l'Avenant n° 3 prévaudront.

Article 2. - *Consistance des prestations complémentaires*

1. - En complément de la Mission globale de concevoir, financier, construire, exploiter et entretenir le Tronçon Diamniadio - AIBD, l'Autorité Concédante confie au titulaire qui l'accepte :

1) la réalisation :

a) de deux (2) passerelles de traversée de l'Ouvrage Complémentaire pour piétons implantées respectivement aux PK 3,5 et 7,5 conformément aux stipulations de l'annexe 1 de l'Avenant n° 3, afin de tenir compte des pré-occupations exprimées par les populations ;

b) d'un échangeur complet, ainsi que d'un barreau d'accès au giratoire Nord de l'AIBD à partir de l'Ouvrage Complémentaire conformément aux stipulations de l'annexe 1 de l'Avenant n° 3 dont la date de mise en service contractuelle est la même que celle de l'Ouvrage Complémentaire, sans préjudice des dispositions des articles 3 et 4 de l'Avenant n° 3 ;

c) de divers travaux et prestations effectués par le Titulaire à la demande de l'Autorité Concédante et définis en annexe 1 de l'Avenant 3.

(ci-après, ensemble, les « *Ouvrages Additionnels* »), et

2) l'exploitation et la maintenance, conformément aux stipulations de l'annexe 5 de l'Avenant n° 3, de l'ouvrage de traversée, ainsi que des bretelles Ouest de l'échangeur et de la section courante jusqu'au point de convergence des bretelles Est (les « *Ouvrages Spécifiques* »), lesdits Ouvrages Spécifiques étant automatiquement intégrés au sein du domaine de la concession.

Par ailleurs, il est expressément précisé que les conditions d'intégration dans le domaine de la concession, ainsi que les modalités d'exploitation et de maintenance (y compris financières) des Ouvrages Additionnels autres que les Ouvrages Spécifiques (les « Autres Ouvrages Additionnels ») sont à fixer dans un avenant ultérieur au Contrat Complémentaire qui devra être finalisé au plus tard douze (12) mois après la signature de l'Avenant n° 3, étant entendu que cet avenant ultérieur au Contrat Complémentaire devra également inclure les conditions d'intégration du Diffuseur (tel que ce terme est défini au sein de l'Avenant n° 1) conformément aux stipulations de l'Avenant n° 1.

II. - Les prestations spécifiques à la charge du Titulaire au titre de ce complément de la Mission sont :

- la réalisation du dossier PRO des Ouvrages Additionnels ;
- la réalisation des études d'exécution des Ouvrages Additionnels ;
- la réalisation des travaux relatifs aux Ouvrages Additionnels conformément aux stipulations de l'annexe 1 de l'Avenant n° 3 ;
- l'ouverture la mise en circulation, l'exploitation et la maintenance des Ouvrages Spécifiques dans les mêmes conditions que l'Ouvrage Complémentaire conformément aux stipulations de l'annexe 5 de l'Avenant n° 3,

(ci-après, les « Prestations Complémentaires »).

Les Prestations Complémentaires sont réalisées dans le respect des stipulations du Contrat Complémentaire qui gouvernent la construction et l'exploitation de l'Ouvrage Complémentaire, lesquelles, sauf stipulation contraire de l'Avenant n° 3, s'appliquent *mutatis mutandis*, y compris concernant la construction des Autres Ouvrages Additionnels.

Il est par ailleurs entendu que toute sujétion supplémentaire liée à la déviation des réseaux est considérée hors champ d'application du présent Avenant n° 3. De ce fait, elle sera considérée, le cas échéant, comme une modification des caractéristiques de l'Ouvrage Complémentaire, en conformité avec les stipulations de l'article 15 du Contrat Complémentaire.

Les dérogations aux règles de conception suivantes sont accordées :

- le cloutage des bretelles Est est supprimé ;
- la PST est supprimée sur le barreau de raccordement.

Tout désordre de ce fait ne pouvant donc être imputable au Titulaire.

Sans préjudice de l'application des stipulations de l'Article 14 et de celles des articles 3 et 4 de l'Avenant n° 3, le calendrier détaillé de réalisation des Prestations Complémentaires est décrit en annexe 3 de l'Avenant n° 3, étant expressément précisé que ladite annexe 3 à l'Avenant n° 3 modifie et complète l'Annexe 17 du Contrat Complémentaire.

Par ailleurs, les Parties conviennent que les Ouvrages Additionnels devront avoir fait l'objet d'un procès-verbal de réception au plus tard le 19 août 2016, pour autant que la libération d'emprises des Terrains Complémentaires, telle que prévue à l'article 5 de l'Avenant n° 3, soit intégralement achevée au plus tard le 1er novembre 2015. Tout décalage de la libération d'emprises des Terrains Complémentaires au-delà du 1 novembre 2015 constituera une Cause Légitime, étant précisé que par dérogation aux paragraphes 8 et 9 de l'article 14 du Contrat Complémentaire, les éventuels surcoûts et pertes de recettes par rapport aux recettes en valeur courante prévues au Modèle financier seront intégralement supportés par l'Autorité Concédante.

Article 3. - *Indemnisation pour sujétions liées au Sommet de la Francophonie*

A l'occasion du XV^e Sommet de la Francophonie tenu à Dakar, l'Autorité Concédante a imposé des restrictions de circulation sur le Tronçon Patte d'Oie - Pikine et le Tronçon Pikine - Diamniadio. Il est convenu entre les Parties que les pertes de recettes et frais attachés, constatés à cette occasion par le titulaire du Contrat Initial soient compensées au Titulaire, celui-ci tenant par la suite indemne l'Autorité Concédante de toute demande de compensation de la part du titulaire du Contrat Initial au titre des restrictions de circulation lors du Sommet de la Francophonie.

En effet :

a) A la demande de l'Autorité Concédante, il a été procédé à un exercice de sécurité sur le Tronçon Patte d'Oie - Pikine et le Tronçon Pikine - Diamniadio le 15 novembre 2014, impliquant leur fermeture. Il a été également demandé au titulaire du Contrat Initial de mettre à disposition des moyens d'intervention lors du simulacre.

b) Un arrêté interdisant la circulation des poids lourds a également eu un impact sur les recettes du titulaire du Contrat Initial.

c) Sur la période allant du 28 au 29 novembre 2014, l'usage desdits tronçons a été interdit à la circulation de toute personne ne disposant pas d'autorisation d'accès gratuite, délivrée par les services officiels de l'Etat du Sénégal et représentés par l'Autorité Concédante. La perte de recettes subséquente est détaillée en annexe 4 de l'Avenant n° 3. A ce titre, le titulaire du Contrat Initial, en application des dispositions de l'article 22 du Contrat Initial, demande le versement d'une compensation pour pertes d'exploitation pour couvrir les manques à gagner occasionnés par la mise en œuvre du plan de circulation arrêté par l'Autorité Concédante lors dudit sommet.

d) Des moyens supplémentaires d'assistance et de sécurité ont dû également être mis en place pendant ladite période ainsi que toute disposition spécifique de gestion de trafic, de sécurité et de signalisation des accès au XV^{ème} Sommet de la Francophonie, et

e) Le 1^{er} et 2 décembre 2014, lors des deux jours dédiés au forum économique ayant succédé au XV^{ème} Sommet de Francophonie, l'Autorité Concédante a demandé la gratuité au péage dans le sens 1 les matins. A titre commercial, le titulaire du Contrat Initial reconnaît avoir accepté assurer la perte de recette du 2nd jour.

L'Autorité Concédante, après revue des éléments chiffrés et en application desdites dispositions contractuelles, arrête avec le Titulaire qui l'accepte le montant de la compensation tel qu'il est précisé à l'article 4 du présent Avenant n° 3.

Article 4. - *Subvention complémentaire - Indemnité*

Au titre de l'Avenant n° 3, l'Autorité Concédante versera au Titulaire un montant égal à huit milliards sept cent cinquante-neuf millions sept cent quatre-vingt-sept mille quatre cent soixante-huit (8.759.797.468) Francs CFA hors taxes (valeur 01/07/2013, indexé *mutatis mutandis* conformément aux stipulations de l'Annexe 28 du Contrat Complémentaire)¹ qui se décompose comme suit :

- une subvention complémentaire (la « Subvention Complémentaire ») d'un montant égal à huit milliards deux-cent-soixante-huit millions six-cent-quatre-vingt-un-mille-trois-cent-cinquante (8.268.681.350) Francs CFA hors taxes (valeur 01/07/2013) versée au titulaire pour les besoins de l'exécution des Prestations Complémentaires.

Il est par ailleurs précisé que les frais liés à la libération des emprises nécessaires à la réalisation des Prestations Complémentaires sont à la seule charge de l'Autorité Concédante conformément aux stipulations de l'article 5 de l'Avenant n° 3 ; et

- une indemnité compensatoire (l'« *Indemnité* ») d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-onze millions cent-seize-mille-cent-dix-huit (491.116.118) Francs CFA hors taxes (valeur 01/07/2013) versée en contrepartie des sujétions imposées par l'Autorité Concédante en raison de la tenue du Sommet de la Francophonie.

(la Subvention Complémentaire et l'Indemnité sont ci-après désignées le « *Montant Avenant n° 3* »).

Le Montant Avenant n° 3 est dû à compter de la date de signature de l'Avenant n° 3 et est exigible quatre-vingt-dix (90) jours après cette date.

Les Parties conviennent des modalités ci-dessous concernant le montant de subvention pour investissements futurs de quatre virgule cinq (4,5) milliards de Francs CFA, tel que défini dans le Procès-verbal du 26 novembre 2014 et mentionné dans l'Avenant n° 2 (le « Montant de Subvention pour Investissements Futurs ») :

- dans le cas où le retransfert du Contrat Complémentaire serait effectif avant la date tombant 90 jours après la date de signature de l'Avenant n°3, le montant de subvention pour investissements futurs sera affecté au paiement du montant Avenant n°3. Dans ce cas l'Autorité Concédante autorise le titulaire du Contrat Complémentaire à conserver à titre définitif le montant de subvention pour investissements futurs. Le reliquat du montant Avenant n° 3, d'un montant de 4.259.797.468 FCFA, sera payé par l'Autorité Concédante au plus tard 90 jours après la signature de l'Avenant n° 3 ;

- dans le cas où le retransfert du Contrat Complémentaire ne serait pas effectif avant la date tombant 180 jours après la date de signature de l'Avenant n° 3, les Parties conviennent de se réunir dans les plus brefs délais pour convenir, en toute bonne foi, des modalités d'affectation de la Subvention pour Investissements Futurs.

Tout retard dans le paiement effectif du Montant Avenant n° 3 constituera une cause légitime au sens de l'article 14 du Contrat Complémentaire, étant entendu que par dérogation aux paragraphes 8 et 9 dudit article, les éventuels surcoûts et pertes de recettes seront intégralement supportés par l'Autorité Concédante.

Il est par ailleurs précisé que les stipulations de l'article 23.2 du Contrat Complémentaire relatives aux intérêts de retard s'appliqueront de plein droit.

Les Parties conviennent de supprimer le deuxième paragraphe de l'article 7 de l'Annexe 28 du Contrat Complémentaire.

Article 5. - *Libération des emprises nécessaires à la réalisation des prestations complémentaires*

L'ensemble des opérations liées à la libération des emprises nécessaires à la réalisation des Prestations Complémentaires est à la seule charge de l'Autorité Concédante.

Ces opérations concernent la mise à disposition des terrains nécessaires au Titulaire pour la réalisation des Prestations Complémentaires tels qu'identifiés au sein du dossier PRO de synthèse se trouvant en annexe 1 de l'Avenant n°3 (les « *Terrains Complémentaires* ») dans les conditions prévues au sein du Contrat Complémentaire et conformément aux dates déterminées au sein de l'Avenant n° 3 (notamment au sein de l'Annexe 3 à l'Avenant n° 3).

Les Terrains Complémentaires devront être remis au Titulaire au plus tard le 1er novembre 2015. Tout retard dans la mise à disposition du Titulaire de tout ou partie des terrains Complémentaires dans les conditions décrites à l'article 8 du Contrat Complémentaire constituera une cause légitime traitée dans les conditions prévues au dernier paragraphe de l'article 2 de l'Avenant n° 3.

Sans préjudice de l'application des stipulations de l'article 2 de l'Avenant 3 relatives à l'application du régime de la cause légitime en cas de retard dans la libération des emprises à compter du 1er novembre 2015, pour le cas particulier des deux passerelles et du barreau d'accès au giratoire Nord de l'AIBD mentionnés à l'article 2 du présent Avenant n° 3, dans l'hypothèse où les emprises nécessaires aux travaux n'auraient pas été remises par l'Autorité Concédante au Titulaire au plus tard 6 mois avant la mise en service complète du Tronçon Diamniadio - AIBD, soit le 19 février 2016, les Parties se rencontreront afin de définir d'un commun accord (i) de l'opportunité d'initier les travaux et (ii) dans l'affirmative, les adaptations éventuelles, applicables au moment et aux modalités de paiement desdits travaux.

Article 6. - *Date d'entrée en vigueur*

L'Avenant n° 3 entre en vigueur à la date de sa signature.

Il est par ailleurs précisé que l'Avenant n° 3 fera l'objet d'une publication dans les plus brefs délais au Journal officiel de la République du Sénégal, étant entendu que tout recours ou retrait administratif concernant l'Avenant 3 ou ses actes détachables constituera une Cause Légitime au sens de l'article 14 du Contrat Complémentaire.

Article 7. - *Stipulations particulières applicables aux seules prestations complémentaires*

Les Parties s'accordent sur le fait que pour permettre la réalisation des Prestations Complémentaires dans les délais contractuellement convenus au sein de l'Avenant n° 3 :

- l'Autorité Concédante garantit au Titulaire la mise à disposition libre de toute entrave et jouissance de la totalité des emprises nécessaires à la réalisation des Prestations Complémentaires dans les délais contractuellement convenus, et

- l'Autorité Concédante transmettra au Titulaire les coordonnées en X, Y et Z (référentiel compatible) du giratoire Nord de l'AIBD au plus tard à la date de signature de l'Avenant n° 3.

Article 8. - *Intégralité du Contrat Complémentaire*

Toutes les stipulations du Contrat Complémentaire (y compris ses annexes) qui ne sont pas modifiées par l'Avenant n° 3 conservent leurs pleins et entiers effets.

Dès son entrée en vigueur, l'Avenant n° 3 fait partie intégrante du Contrat Complémentaire qui est modifié à compter de ladite entrée en vigueur.

En conséquence, sauf précision contraire, toute référence au Contrat Complémentaire devra être interprétée comme une référence au Contrat Complémentaire tel que modifié par l'Avenant n° 3.

Article 9. - *Divisibilité des stipulations*

Si, à tout moment, une stipulation quelconque de l'Avenant n° 3 s'avère ou devient illégale, nulle, inopposable en vertu de la réglementation applicable, ladite illégalité, nullité ou inopposabilité n'affecte pas la légalité, la validité ou l'opposabilité des autres stipulations de l'Avenant n° 3.

Les Parties conviennent de faire leurs meilleurs efforts pour s'entendre sur une nouvelle stipulation, qu'elles négocient de bonne foi et qui est conforme à l'intention initiale des Parties, afin de remplacer la stipulation devenue illégale, nulle ou inopposable. Le principe de la renégociation est une obligation impérative à la charge des Parties même si les conclusions subséquentes dépendront de la réglementation en vigueur au jour de la renégociation.

Article 10. - *Loi applicable et attribution de juridiction*

L'Avenant n° 3 est régi et interprété conformément à la loi applicable au Contrat Complémentaire.

Les Parties s'efforcent de régler les différends relatifs à l'Avenant n° 3 à l'amiable. Toutefois, en cas de difficultés persistantes, les Parties conviennent que tout différend découlant de l'Avenant n° 3 ou en relation avec celui-ci est réglé selon les stipulations du Contrat Complémentaire relatives au règlement des litiges.

Article 11. - *Election de domicile*

Chacune des Parties élit domicile ainsi qu'il est indiqué, en regard de son nom, en tête des présentes.

Fait à Dakar, le 30 octobre 2015 en cinq (5) exemplaires originaux.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan
Monsieur Amadou BA

SENAC

L'Administrateur général

Monsieur Gérard SENAC

Le Ministre de la Promotion des investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat,

Madame Khoudia MBAYE

ANNEXES

Annexe 1 : Consistance des Prestations Complémentaires - Extrait du PRO de synthèse

Annexe 2 : Décomposition des coûts ayant servi à établir la Subvention Complémentaire

Annexe 3 : Planning prévisionnel de l'échangeur AIBD

Annexe 4 : Décomposition de l'indemnité compensatoire pour sujétions liées à la tenue du Sommet de la Francophonie

Annexe 5 : Détail des prestations additionnelles d'exploitation de maintenance et de renouvellement

AUTOROUTE DAKAR / AIBD

Tronçons Diamniadio / AIBD

ANNEXES

A L'AVENANT N° 3

AU CONTRAT COMPLEMENTAIRE CET

ANNEXE 1

Consistance des Prestations Complémentaires -
Extrait du PRO de synthèse

AUTOROUTE DAKAR / AIBD

Tronçons Diamniadio / AIBD

ANNEXES

A L'AVENANT N° 3

AU CONTRAT COMPLEMENTAIRE CET

ANNEXE 2

Décomposition des coûts ayant servi à établir la
Subvention Complémentaire

DÉTAIL ESTIMATIF

Etude section Diffuseur AIBD (en FCFA valeur juillet 2013)		Diffuseur AIBD : Option 2 (barreau de connexion à AIBD de 750 m maximum)		
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
POSTE 100 : MAITRISE D'ŒUVRE et DIRECTION DE PROJET				160 201 849
Visa DET AOR	Ft	1	3 556 776 804	160 201 849
POSTE 200 : INSTALLATION - TRAVAUX PREPARATOIRES				83 794 189
Installation générale de chantier, aménagement des aires de stockage et de fabrication	Ft	1	2 521 226 965	39 560 204
Encadrement	Ft	1	4 540 838 223	44 233 985
POSTE 300 : ETUDES D'EXECUTION				94 537 938
Etudes terrassements assainissements	Ft	1	212 254 335	28 842 083
Etudes ouvrages	Ft	1	176 878 613	24 035 069
Etudes OH	Ft	1	58 959 538	8 011 690
Etudes chaussée	Ft	1	29 479 769	4 005 845
Etudes Paysage	Ft	1	41 271 676	5 608 183
Contrôle extrême	Ft	1	176 878 613	24 035 06
POSTE 400 : DEGAGEMENT DES EMPRISES				29 194 152
Déviations réseaux	Ft	1	2 948 406 803	PM= 63 912 856
Dégagement emprises	Ft	1	916 554 357	29 194 152
POSTE 500 : TERRASSEMENTS GENERAUX				1 896 392 479
Décapage	m³	18 361	6 335	116 316 935
Déblais meubles ou rippables	m³	176 000	5 278	928 928 000
Remblais (mise en œuvre)	m³	42 500	2 297	97 622 500
Emprunts pour remblais	m³	0	8 452	0
PST rapportée en laterite	m³	26 400	10 149	267 933 600
Fourniture et mise en œuvre de graveleux latérite (BAU berne)	m³	4 950	14 820	73 359 000
Fourniture et mise en œuvre de la latérite pour couche de forme traitée	m³	17 222	20 492	352 913 224
Cloutage couche de forme diffuseur (bretelles ouest et giratoires nord et sud)	m³	11 000	799	8 789 000
Enduit de cure couche de forme	m³	48 400	265	12 826 000
Revêtement de talus en terre végétale	m³	2 887	13 060	37 704 220
Masques	m³	0	17 397	0
Aléas quantités	Ft	0	0	0

Etude section Diffuseur AIBD (en FCFA valeur juillet 2013)		Diffuseur AIBD : Option 2 (barreau de connexion à AIBD de 750 m maximum)		
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
POSTE 600 : ASSAINISSEMENT -VRD				391 079 482
Cunette revêtues	ml	3450	61 499	212 171 550
Descente d'eau	ml	0	38 049	0
Dalot 1x1m	ml	0	344 131	0
Buse diamètre 600	ml	0	206 478	0
Fossé trapézoïdal bétonné	ml	0	80 342	0
Fossé trapézoïdal non revêtu	ml	3350	11 894	39 844 900
Bordure type T2 pour trottoirs	ml	0	18 237	0
Bordure basse pour îlot	ml	0	18 237	0
Caniveau contre bordure type CS2	ml	0	18 237	0
Poutre multitubulaire	ml	0	34 413	0
Aménagements carrefour giratoires etc.	F1	2	69 531 516	139 063 032
POSTE 700 : TRAVAUX DE CHAUSSEES ET DEPENDANCES				1 761 228 318
Fourniture et mise en œuvre de la GB 0/20 mm	m³	6 675	131 866	880 205 550
Fourniture et mise en œuvre du BBSG 0/14 mm	m³	3 068	148 526	455 677 768
Fourniture et mise en œuvre d'une couche d'accrochage	m³	97 000	4 385	425 345 000
POSTE 800 : OUVRAGES HYDRAULIQUES				345 244 272
OH type OH1 du lot 4 (4U sous bretelle+2U sous barreau)	ml	95	1.547.325	146 995 875
OH type OH 17 du lot 4 (1U sous barreau)	ml	47	4.218.051	198 248 397
POST 900 : OUVRAGES D'ART				752 291 335
PI 16.0	m³	659	1.141 565	752 291 335
POSTE 1000 : SIGNALISATION ET EQUIPEMENTS DE SECURITE				718 301 642
<u>Equipements de sécurité</u>				
Glissières métalliques	ml	4 970	42 434	210 898 980
GBA	ml	550	71 875	39 562 286
DBA	ml	725	85 975	62 331 875
Protection motocycliste	ml	1 000	21 848	21 848 000
ITPC	U	0	5 296 670	0
Clôtures métalliques	ml	3 238	51 642	167 216 796
Signalisation horizontale	F1	1	17 730 372	17 730 372
Signalisation verticale	F1	1	178 715 333	178 715 333
Signalisation tronçon AGEROUTE en approche du diffuseur AIBD	F1	1	20 000 000	20 000 000

Etude section Diffuseur AIBD (en FCFA valeur juillet 2013)		Diffuseur AIBD : Option 2 (barreau de connexion à AIBD de 750 m maximum)		
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
POSTE 1100 : INSTALLATIONS FIXES D'EXPLOITATION		1		0
POSTE 1200 : EQUIPEMENTS FIXES D'EXPLOITATION		1		0
POSTE 1300 : ECLARAGE BARREAU (750m maxi)		1		PM= 115 663 759
POSTE 1400 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS		1		37 694 553
TOTAL juillet 2013 HT				6 269 960 209
+ formules d'actualisation identique à celle du contrat complémentaire				

Hypothèse de l'offre

- * PK axe Ouvrage de traversée=pk 16.050. Un changement de position entraînera forcément une revue de prix
- * Même référentiel technique que le PRO du lot 4 pour le diffuseur
- * Structure chaussée diffuseur identique à celle du diffuseur de Thiaroye et Rufisque ouest (GB=16cm/BB= 6cm)
- * Structure chaussée rétablissement identique au rétablissement de KeurMassar (GB=12cm/BB=6cm)
- * Structure barreau hors cadre référentiel technique du PRO : 25cm latérite traitée + 12cm de GB + 6cm de BB (sur demande de l'APIX)
- " PRO : additif au PRO du marché principal

L'offre est de type forfait et inclue notamment la conception/réalisation de :

- * Un barreau de connexion à AIBD (750 maxi) à 2x2 voies (sans éclairage) avec TPC de 3 mètres
- * 4 bretelles sans gare de péage
- * 2 giratoires, l'offre tient compte d'un remblai de raccordement au niveau giratoire AIBD de 1.5m maxi au-dessus du TN (55.46)
- * La protection/ déviation des réseaux existants est donnée pour mémoire
- * Aménagement paysagers du même type que ceux réalisés sur le diffuseur de Thiaroye. Le chiffrage comprend la plantation initiale (hors entretien)
- " Cette offre ne comprend pas la fourniture et la mise en place de panneau " traficolor "

Détail estimatif

Etude section Diffuseur AIBD (en FCFA valeur juillet 013		Travaux supplémentaires à l'occasion du sommet de la Francophonie		
Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant
Desserte présidentielle CICD				23 144 028
Etudes / Topo - Encadrement	Ft	1,00	1 000 000,00	PM
Buses D 1200	mL	24,00	350 000,00	PM
Décapage	m ²	1 400,00	6 335,00	8 869 000
Remblais	m ³	800,00	2 300,00	1 840 000
PST (e=0,25cm)	m ³	300,00	10.149,00	PM
Sujétions bordures Ageroute	mL	30,00	18 300,00	PM
Enrobés	m ³	78,00	148 526,00	11 585 028
Démontage	Ft	1,00	850 000,00	850 000
Mise à disposition provisoire d'éclairage pour l'échangeur CICD				160 121 723
Encadrement	Ft	1,00	1 500 000,00	1 500 000
Ballons éclairants de 2000W	U	28	2 103 300	58 892 400
Supports de 4m	U	28	350 550	9 815 400
Câble R2V 5G16 (câble + gaine TPC)	mL	2 500	11 993	29 981 250
Accessoires de raccordements (boîtes de jonction, prises...)	U	28	246 000	6 888 000
Fret aérien et transport express	Ft	1	47 509 673	47 509 673
Groupe électrogène (yc carburant)	U	4	1 383 750	5 535 000
Mâts porte drapeau (hors fournitures et pose/dépose des drapeaux)				65 280 259
Encadrement	Ft	1,00	5 000 000,00	5 000 000
Supports + mâts + drisse	U	80	460 579	36 846 320
Montage sous circulation	U	80	128 962	10 316 970
Démontage sous circulation	mL	80	113 962	9 116 970
Balisage autoroute	Ft	1	4 000 000	4 000 000
Traversée SENELEC pour CICD (pk 1,8) sous section courante	Ft	1,00	38 000 000,00	38 000 000
TOTAL Juillet 2013 HT				286.546.010

(en FCFA HT, valeur 01/07/2013)

Libellé	Unité	Quantité	Montant
Poste 500 Terrassements généraux			
Amenée / repli	Ft	1	3 500 000
Poste 500 Terrassements généraux			
Décapage	m ³	2 400	15 410 400
Remblais	m ³	2 520	5 866 560
PST rapportée en latérite	m ³	2 000	20 574 000
Poste 700 travaux de chaussée et Dépendances			
Fourniture et mise en oeuvre d'une couche d'accrochage	m ²	8 000	35 552 000
Fourniture et mise en oeuvre de l'enduit d'imprégnation	m ²	8 000	2 944 000
Poste 1000 Signalisation et Equipements de sécurité			
Signalisation horizontale	Ft	2 632 400	2 632 400
Signalisation verticale	Ft	2 500 000	2 500 000
Clôture	Ft	3 100 000	3 020 640
			92 000 000

AUTOROUTE DAKAR / AIBD

Tronçons Diamniadio / AIBD

ANNEXES

Sous détail PARKING FRANCOPHONIE

A L'AVENANT N° 3

AU CONTRAT COMPLEMENTAIRE CET

ANNEXE 3

Planning prévisionnel de l'échangeur AIBD

Mise en service

AUTOROUTE DAKAR / AIBD

Tronçons Diamniadio / AIBD

ANNEXES

A L'AVENANT N° 3
AU CONTRAT COMPLEMENTAIRE CET

ANNEXE 4

Décomposition de l'indemnité compensatoire pour sujétions liées
à la tenue du Sommet de la Francophonie

Sommet de la Francophonie : Surcoûts d'Exploitation et Aménagements Spécifiques

(en FCFA HT, valeur 01/07/2013)

Pertes de recettes	82 290 356
Dispositifs de signalisation, d'amélioration des accès, de mise en circulation provisoire (Suivant bordereau figurant en annexe 2)	286 546 010
Assistance et Sécurité (dispositifs en place / simulacres...).....	8 104 100
<i>Exercice de simulation du 15/11/2014 (location moyens de levage lourd/bus de secours/personnel supplémentaire)</i>	<i>1 604 100</i>
<i>Mise en place du dispositif d'assistance suppl. pendant le sommet (Francophonie + Economique)</i>	<i>2 700 000</i>
<i>Astreinte supplémentaire (5 cadres sur place 24/24)</i>	<i>1 000 000</i>
<i>Location de balayeuse aspiratrice supplémentaire</i>	<i>2 800 000</i>
Dispositif anti - incendie	
<i>Forage équipés (yc-réservoirs)</i>	<i>22 175 652</i>
Parkings provisoires convois / adaptation du chantier	
<i>(Suivant bordereau figurant en annexe 2).....</i>	<i>92 000 000</i>
TOTAL	491 116 118

AUTOROUTE DAKAR / AIBD

Tronçons Diamniadio / AIBD

ANNEXES

A L'AVENANT N° 3
AU CONTRAT COMPLEMENTAIRE CET

ANNEXE 5

Détail des prestations additionnelles d'exploitation de maintenance et de renouvellement

L'Autorité Concedante a demandé au Titulaire de réaliser, d'entretenir et d'exploiter l'échangeur AIBD tel que décrit en annexe 1 de l'Avenant n° 3. L'intégration de ce nouvel ouvrage dans le domaine public concédé, génère des coûts d'exploitation, de maintenance et de renouvellement additionnels. L'objet de la présente annexe est de présenter les Prestations Complémentaires d'exploitation, de maintenance et de renouvellement à la charge du Titulaire liées à cet ouvrage et les coûts afférents. Ces coûts sont de deux natures :

- 1) maintenance périodique et entretien courant ;
- 2) gros entretien et renouvellements.

La responsabilité du titulaire est limitée aux éléments construits et intégrés dans le domaine public concédé, à savoir uniquement les bretelles Ouest et l'Ouvrage d'Art. En particulier, les Prestations complémentaires ne comprennent pas de gares de péage additionnelles ni d'équipements de gestion du trafic additionnels.

1) *Prestation de maintenance périodique et d'entretien courant*

Le tableau ci-dessous reprend par poste de dépenses, les missions à la charge du Titulaire :

CHAUSSÉE VIABILITÉ VOIRIE	Marquage au sol, nid de poules, etc...
DRAINAGE ASSAINISSEMENT	Curage fossés stokeurs, dalots, bassin, reprises de maçonnerie....
SIGNALISATION VERTICALE	Signalisation de Police, de Direction et d'animation
EQUIPEMENTS DE VOIRIE	Fourniture tracé, petit matériel, outillage
OA VIAB, OUVRAGES PARTICULIERS	Génie civil des dalots, Clôture, réparation perrés, fossés etc...
ESPACES VERTS	Entretien des dépendances vertes
NETTOIEMENT VIABILITÉ	Propreté générale du tracé, de tracé, des aires, piquetage.
PATROUILLE SECURITE SURVEILLANCE CONDITIONS DE CIRCULATION	Surveillance linéaire contractuelle
INTERVENTIONS SUR ACCIDENT	Moyens extérieurs sur gros événements et travaux de remise en état
INTERVENTION HIVERNAGE	Moyens de nettoyage, déblaiement, curage...
MAINTENANCE EQUIPEMENT SECURITE	Réparation dispositifs de retenue etc.

2) Prestations de gros entretien et de renouvellement

La politique de renouvellement prévisionnelle est identique à celle prévue en annexe 23 du Contrat Complémentaire, à savoir, par type d'ouvrage :

CHAUSSEES : COUCHE DE ROULEMENT	Deux rechargements à 10 et 20 ans
CLOTURES	Rien avant la 15 ^{ème} année d'exploitation puis 100% du linéaire jusqu'à fin de la concession
EQUIPEMENTS DE SECURITE (GLISSIERES, SIGNALISATION ETC.....)	Rien avant la 15 ^{ème} année d'exploitation puis renouvellement de 50% linéaire jusqu'à fin de la concession
OUVRAGES D'ARTS	6% linéaires entre les années 13 et 30 de la concession

3) Coût des Prestations Complémentaires afférentes à l'échangeur AIBD

Le coût des Prestations Complémentaires d'exploitation, de maintenance et de renouvellement afférentes à l'échangeur AIBD se décomposent comme suit :

(en FCEA HT valeur 01/07/2013)

Matières, fournitures et personnels	614 760 000
Renouvellements	448 237 906
TOTAL	1 062 997 906